

paraît s'amuser beaucoup en ce moment ; je voudrais bien lui demander, puisque décidément il applaudit, s'il croit que cet impôt de 15 centins va élever le prix du blé de 15 centins pour le cultivateur ; l'honorable monsieur le croit-il ?

SIR JOHN A. MACDONALD : Les partisans de mon honorable ami du Nouveau-Brunswick et du Bas-Canada, expriment tous cette opinion.

M. MACKENZIE : L'honorable monsieur n'oserait pas l'exprimer lui-même.

SIR JOHN A. MACDONALD : Je vous dirai tout à l'heure ce que j'en pense.

M. MACKENZIE : Ce que je veux dire est ceci : si l'honorable monsieur croit qu'en mettant par son tarif un impôt de 15 centins sur le blé, il va faire bénéficier le cultivateur d'autant, pourquoi s'arrête-t-il là ? Pourquoi ne pas donner 20 centins. Pourquoi pas une piastre ? Il suit une voie d'illusions et de déceptions s'il croit que par la législation qu'il propose, il va remplir les promesses qu'il a faites au peuple ; il doit le savoir d'ailleurs. Je sais en effet que l'honorable monsieur a trop d'intelligence pour croire qu'il va élever le prix d'une denrée dont nous produisons plus que notre consommation, en imposant un droit sur le même produit venant de l'étranger. Mais j'irai plus loin. Les Etats-Unis sont un pays essentiellement différent du nôtre. Ils possèdent une grande variété de sols et de climats, et tout ce qui tend à mettre de la variété dans les productions nécessaires au soutien de la vie humaine. Ils contiennent en eux-mêmes, presque tous les éléments de la vie nationale. Mais, même avec cela, ils trouvent qu'il est impossible d'exclure de chez eux le commerce du monde entier par un léger tarif protecteur. Et, dans notre pays, dont presque toute la partie habitable est contenue entre les 45^e et 58^e degrés de latitude, nous avons l'ambition de produire tout ce qui se produit dans les plus grands pays du monde ! Les honorables messieurs de la droite semblent croire qu'il y a un danger réel dans le commerce étranger, et que nos commerçants entreprenants qui vont acheter le grain et le lard à

Chicago pour l'expédier en Europe à travers le Canada, devraient être empêchés de se livrer à ce commerce, attendu que nous devrions produire nous mêmes ce grain et ce lard. Aucun canadien n'aurait désormais la permission de faire le commerce avec un pays du dehors, quand même il y gagnerait beaucoup d'argent. Et pourquoi ne pas limiter le commerce maritime des provinces du bas au commerce maritime du Canada ? Ces provinces ont des navires capables de faire vingt commerces, comme celui de leur pays, mais leurs navires sont occupés à faire avec profit le commerce avec les autres nations. Un grand nombre sont employés à faire le commerce aux Etats-Unis, parce que les Etats-Unis, grâce à leur système protecteur, ne peuvent pas leur faire la concurrence dans le commerce de transport, sur toutes les mers. Mais les honorables messieurs de la droite ont l'intention de mettre fin à tout cela. Ils vont supprimer ce commerce illicite, et ce trafic illégitime au moyen duquel notre peuple gagne de l'argent en achetant des américains pour revendre aux européens. Il auront le Canada pour les canadiens, ni plus ni moins. Mais prétendent-ils qu'ils vont pouvoir garder pour eux tout le commerce canadien et toutes les manufactures canadiennes, et, en même temps, faire du commerce et fabriquer pour d'autres pays ? Pensent-ils qu'il est possible de faire du commerce là où l'on vend seulement ? Mais, nous allons bientôt nous voir réduits à un état de barbarie ; car une nation qui n'achète pas de ses voisins et qui ne leur vend pas, est dans la même position que s'il lui était impossible de commercer ; elle est véritablement dans un état de barbarie à cause des lois qui empêchent le peuple de vendre et d'acheter. Voilà la position à laquelle les honorables messieurs paraissent vouloir nous réduire. On dirait que c'est la plus dégradante des choses que d'être obligé de faire vendre autant que possible les produits de la terre. Quant à moi, je crois qu'il n'y a pas d'état plus honorable, pour qui que ce soit, que l'état d'agriculteur. Et je pense qu'on ne pourrait jamais mieux faire pour promouvoir la prospérité du pays, qu'en consacrant à l'agriculture la dixième partie du mouvement qu'on se donne en ce moment pour les manufactures. Je suis également